

PREFECTURE DE LA LOIRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS DE LA LOIRE**
Service Environnement et prévention des risques
48 bis boulevard Jules Janin
42022 SAINT ETIENNE CEDEX 01

Dossier n° : 83/5344

ARRETE N° 2010

portant mise en demeure de la société BORDE MATIN à Roche la Molière

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté d'autorisation du 15 octobre 2001 réglementant les activités exercées par la S.A.S SITA Borde Matin dans ses installations sises à ROCHE-LA-MOLIERE - Borde Matin ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2007 imposant à l'exploitant la limitation des importations de déchets à 70 000 tonnes pour le Rhône, et 7 000 tonnes pour la Haute-Loire, pour l'année 2009 ;

VU le courrier de l'Inspecteur des Installations classées en date du 16 juillet 2009 appelant l'attention de l'exploitant sur le risque de dépassement des tonnages autorisés ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 2 février 2010 constatant, d'une part, que l'exploitant a accepté, au cours de l'année 2009, 73 950 tonnes de déchets en provenance du Rhône et 7 273 tonnes en provenance de la Haute-Loire, et, d'autre part, que les rejets de l'installation ont dépassé les seuils autorisés ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Directeur départemental de la protection des populations ;

ARRETE

ARTICLE 1er : La société SITA Borde Matin, exploitante de l'installation de stockage de déchets non dangereux située à Roche la Molière, ZA Charles Chana, boulevard Puits Charles, est mise en demeure de respecter :

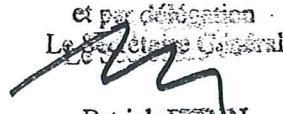
- les quantités autorisées en provenance des départements limitrophes figurant à l'article 4 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 11 octobre 2007 susvisé
- les normes de rejet des effluents liquides figurant à l'article 35.1.2 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 15 octobre 2001 susvisé

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Madame le maire de ROCHE-LA-MOLIERE et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 11 MAR. 2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick BERNARD

Copie adressée à :

Monsieur le Président de la S.A.S. SITA Borde Matin
Le Madura
264 rue Garibaldi
69488 LYON CEDEX 03

-

- Madame le maire de ROCHE-LA-MOLIERE

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Unité territoriale Loire

- Archives 168 / 0088/10

- Chrono